



Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute-Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.dgfip.cgt.fr/31> // ● cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr ●

Toulouse, 10 septembre 2019

À moins d'une semaine d'un appel à la grève intersyndical national Solidaires – CGT – FO – CFDT à la direction générale des Finances publiques (DGFIP), ce lundi 16 septembre, contre le plan Darmanin de démantèlement de l'administration fiscale, la CGT Finances publiques 31 tient à apporter quelques précisions sur la situation.

Le Ministre Darmanin vient d'annoncer aux personnels de notre administration qu'ils allaient à terme effectuer la mission fiscale jusqu'alors dévolue à la direction générale de la Douane et, quasi simultanément, il prévoit la suppression dans les trois prochaines années de 5800 emplois à la DGFIP !

Selon le quotidien les Échos du 3 septembre, « ce transfert concernerait une quinzaine de taxes, parmi lesquelles les accises sur les tabacs et les alcools, taxes énergétiques (TICFE, TICC, TICGN), les droits de francisation pour les navires, ou encore la taxe à l'essieu. Le tout représente un montant de 36 milliards d'euros, soit un peu plus de la moitié des recettes actuellement encaissées par les douanes. ». En discussion depuis plus d'un an, ce projet issu des recommandations du comité « Action publique 2022 » consiste à regrouper le recouvrement au sein de la Direction générale des finances publiques et ira pour le moment moins loin qu'imaginé par le projet CAP 2022, qui prévoyait également l'adjonction des créances de l'URSSAF (qui n'est sûrement que partie remise ...). Les Échos ont quantifié le nombre d'agents chargés de ces missions transférées « entre 700 et 1000 ».

Dans le même temps, la propagande locale auprès des personnels et des élus continue pour vendre la réforme Darmanin en cours, en utilisant tous les artifices allant jusqu'au mensonge (par omission, mais c'est tout de même un mensonge).

Vous trouverez en pièce jointe une lettre adressée par notre direction régionale au maire de Vendines, après qu'il ait apporté son soutien à l'intersyndicale locale lors d'une action de communication au passage du Tour de France dans sa commune le 17 juillet 2019. Vous constaterez que le service après vente de la réforme du ministre ne recule devant aucune dépense d'énergie et de temps pour convaincre !

Malgré toutes les promesses faites aux élus locaux et les jolies cartes de la Haute-Garonne « avant / après » mettant en avant un rapprochement du citoyen des services d'accueil de l'administration fiscale (qui vous ont été précédemment communiquées), il nous semble indispensable de dévoiler la réponse de l'un des membres de notre direction lors d'une réunion tenue avec les personnels de la trésorerie de Fronton. À la question qui lui était posée de la pérennité des « points de contacts » de proximité, arguments majeurs de la réforme Darmanin auprès des élus et des populations, il a répondu : « Trois ou quatre ans ».

Ainsi, ce que l'intersyndicale nationale dénonce comme un ersatz de service public et qui est vendu aux élus locaux comme un rapprochement des administrés du service public fiscal ne serait que de la poudre aux yeux pour leur faire avaler provisoirement la pilule, et dans trois ou quatre ans, on passera à la deuxième phase de la réforme, qui verra la dislocation complète du réseau de proximité des Finances publiques.

L'extension de l'accueil sur rendez vous sur certains sites Haut-Garonnais depuis le 1^{er} septembre (malgré la promesse faite par notre directeur de ne pas l'engager avant 2020, mais, à toutes les époques de l'Histoire, la parole des gens qui veulent plaire au pouvoir en place au bénéfice de leurs carrières personnelles ne vaut souvent pas lourd ...) est également un élément de réduction de la qualité de notre service d'accueil au public. L'incertitude qui règne nationalement sur les plateformes d'accueil téléphonique y contribue également. Le "tout numérique", qui exclut de fait une marge conséquente de la population, est décidément la seule voie privilégié par nos gouvernants en matière de service public.

Pourtant, de nombreuses communes ont d'ores et déjà délibéré contre ces projets et la discussion se poursuit de notre part avec les élus.

L'intersyndicale a donné rendez-vous lundi 16 septembre à 11H devant la Préfecture à Toulouse à tous les élus et les personnels en grève pour dénoncer cette liquidation du service public fiscal, qui marquerait la fin du contrôle des budgets de l'ensemble des collectivités locales, ainsi qu'un blanc-seing aux mauvais payeurs et fraudeurs de tous poils (80 à 100 milliards annuels de fraude fiscale en France, un milliard en Haute-Garonne).

Une audience a été demandée au Préfet sur le sujet, sans réponse à cette heure.

Une assemblée générale départementale des personnels aura lieu à midi le même jour à notre direction, rue des Lois.

Dans le Comminges, un rassemblement des personnels avec le soutien d'élus locaux est prévu devant le centre des Finances publiques de Saint-Gaudens à 11h30.

Une audience a été sollicité par les collègues du Saint-Gaudinois auprès de la Présidente de la région Occitanie, Mme Delga, pour lui exposer les attaques du plan Darmanin, notamment contre le service public au sein de la ruralité.

Des assemblées générales seront appelées sur l'ensemble des sites du département le lendemain, pour discuter des suites potentielles à ce mouvement pour le retrait de ce plan mortifère.

Un rendez-vous à la presse sera donné ultérieurement par l'intersyndicale pour le 16 septembre.

Nous sommes à votre disposition pour toutes questions.

Contacts Presse :

Jean-Marc SERVEL 06 17 61 68 30
Estelle MOLLO-GENE 06 19 69 66 37